ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.155/2
DU 18 AVRIL 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Fonction publique, le 28 mars 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet de loi « relatif à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant- projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Il ressort de l'article 19/1, § 1er, alinéa 1er, 1o, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' que les avant-projets de loi sont soumis à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence [1] ; les seuls cas dans lesquels une dispense peut être accordée pour cette obligation sont ceux appelés à être fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres [2], qui, à ce jour et en l'état des textes publiés au *Moniteur belge*, n'a pas été pris.

Il y a donc lieu de veiller à l'accomplissement de cet examen préalable.

2. Le Conseil des ministres a décidé le 23 mars 2012 de soumettre l'avant-projet à la négociation syndicale, qui doit par conséquent aussi être menée à bonne fin.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'avant-projet lie à certaines conditions d'âge les régimes de semaine de quatre jours et de travail à mi-temps qu'il tend à instituer.

Il y a dès lors lieu de rappeler qu'aux termes de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 'portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail', toute discrimination fondée sur l'âge est interdite. Cette interdiction concerne tous les travailleurs, qu'ils soient occupés dans le secteur public ou privé, et porte notamment sur leurs conditions de travail et d'emploi, en ce compris celles concernant la rémunération.

[1] L'article 19/1, § 2, de la loi précitée du 5 mai 1997 charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de cet examen préalable. À ce jour, aucun arrêté ayant pareil objet n'a été publié au *Moniteur belge*.

[2] Article 19/1, § 1er, alinéa 2, de la loi précitée du 5 mai 1997.

L'article 6, paragraphe 1, de cette même directive dispose que

« Nonobstant l'article 2, paragraphe 2, les États membres peuvent prévoir que des différences de traitement fondées sur l'âge ne constituent pas une discrimination lorsqu'elles sont objectivement et raisonnablement justifiées, dans le cadre du droit national, par un objectif légitime, notamment par des objectifs légitimes de politique de l'emploi, du marché du travail et de la formation professionnelle, et que les moyens de réaliser cet objectif sont appropriés et nécessaires.

Ces différences de traitement peuvent notamment comprendre :

a) la mise en place de conditions spéciales d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle, d'emploi et de travail, y compris les conditions de licenciement et de rémunération, pour les jeunes, les travailleurs âgés et ceux ayant des personnes à charge, en vue de favoriser leur insertion professionnelle ou d'assurer leur protection ;

b) la fixation de conditions minimales d'âge, d'expérience professionnelle ou d'ancienneté dans l'emploi, pour l'accès à l'emploi ou à certains avantages liés à l'emploi ;

c) la fixation d'un âge maximum pour le recrutement, fondée sur la formation requise pour le poste concerné ou la nécessité d'une période d'emploi raisonnable avant la retraite ».

À cet égard, le considérant 25 figurant dans le préambule de cette directive 2000/78/CE précise aussi que

« L'interdiction des discriminations liées à l'âge constitue un élément essentiel pour atteindre les objectifs établis par les lignes directrices sur l'emploi et encourager la diversité dans l'emploi. Néanmoins, des différences de traitement liées à l'âge peuvent être justifiées dans certaines circonstances et appellent donc des dispositions spécifiques qui peuvent varier selon la situation des États membres. Il est donc essentiel de distinguer entre les différences de traitement qui sont justifiées, notamment par des objectifs légitimes de politique de l'emploi, du marché du travail et de la formation professionnelle, et les discriminations qui doivent être interdites ».

L'exposé des motifs devrait mieux faire apparaître que les objectifs poursuivis par l'avant-projet se situent bien dans le cadre de cette directive [3].

[3] L'avant-projet soumis au Conseil d'État est dépourvu d'arrêté de présentation : il y a donc lieu également de remédier à cette lacune – *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "Technique législative", www.raadvst-consetat.be, recommandations n[os] 226 et 227.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Articles 2 et 3

1.1. Aux termes de son article 2, l'avant-projet de loi est applicable à la fonction publique administrative fédérale, telle que définie à l'article 1er de la loi du 22 juillet 1993 'portant certaines mesures en matière de fonction publique'.

Cette même disposition habilite, en ses alinéas 2 à 5, le Roi à étendre le champ d'application ainsi défini.

Par ailleurs, l'article 3, alinéa 1er, en projet confère au Roi le soin de définir les modalités d'application de la semaine de quatre jours et du travail à mi-temps « pour les autorités administratives visées à l'article 14 des lois sur le Conseil d'État, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973 ».

Selon son commentaire, cette disposition vise en réalité à régler l'applicabilité de loi aux autorités autres que celles mentionnées à l'article 2.

Au vu de la liste figurant à l'article 1er de la loi du 22 juillet 1993 précitée [4], le Conseil d'État se pose la question de savoir quelles sont les autres autorités ainsi envisagées.

---

[4] Sont visés par cette disposition :
1° les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation ainsi que les services qui en dépendent;
2° le personnel civil du Ministère de la Défense ou de toute autre dénomination qui lui succéderait;
3° les personnes morales de droit public suivantes :
- la Régie des bâtiments;
- l'Agence fédérale pour la Sécurité de la chaîne alimentaire;
- le Bureau d'intervention et de restitution belge;
- l'Office central d'Action sociale et culturelle du Ministère de la Défense;
- l'Institut géographique national;
- l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de la guerre;
- l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités;
- l'Office de contrôle des assurances;
- l'Office de sécurité sociale d'Outre-mer;
- le Fonds des accidents du travail;
- le Fonds des maladies professionnelles;
- la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins;
- la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité;
- la Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage;
- l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés;
- l'Office national de sécurité sociale;
- l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales;
- l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;
- l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;
- l'Office national des vacances annuelles;
- l'Office national de l'emploi;

Cette question se pose avec d'autant plus d'acuité que rien ne permet de s'assurer que, vu la référence faite par l'article 3, alinéa 1er, à la notion, large et évolutive, d'autorité administrative au sens de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État, l'arrêté qui sera pris en exécution de l'article 3, alinéa 1er, de l'avant-projet n'aboutira pas à faire entrer dans le champ d'application de celle-ci des employeurs qui, à l'heure actuelle, ressortissent à une commission paritaire au sein de laquelle des dispositifs similaires à ceux organisés par l'avant-projet existent déjà en application d'une convention collective de travail [5]. Une telle situation risquerait de déboucher sur un conflit de normes.

1.2. Il appartient en conséquence à l'auteur du projet de clarifier son intention dans l'exposé des motifs ou le commentaire de l'article et de la traduire précisément dans le dispositif. Il y aurait également lieu qu'il s'interroge quant à la pertinence d'une référence à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État pour atteindre l'objectif qu'il poursuit.

En tout état de cause, il va de soi que l'article 3, alinéas 1er et 2, combinés, de l'avant-projet ne peut avoir pour objet de viser les autorités administratives relevant de la compétence des communautés, des régions, de la Commission communautaire française et de la Commission communautaire commune, tant pour rappeler la possibilité pour ces autorités administratives de déterminer les modalités relatives à l'exercice du droit à la semaine de quatre jours ou au travail à mi-temps que pour régler les modalités d'application de ces mesures.

2.1. L'article 3, alinéa 2, de l'avant-projet prévoit :

> « Pour ce qui est des communes y compris les régies communales et les régies communales autonomes, des provinces y compris les régies provinciales et les régies provinciales autonomes, des centres publics d'action sociale et des établissements publics et associations de droit public qui dépendent d'une province ou d'une

---

- l'Office national des pensions;
- la Banque-Carrefour de la sécurité sociale;
- le Bureau fédéral du Plan;
- l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes;
- le Service des Pensions du Secteur public;
- Agence des appels aux services de secours ;
- Agence fédérale des médicaments et des produits de santé;
- la plate-forme eHealth ;
- le Fonds des accidents médicaux.

[5] Sur le caractère large et évolutif, selon la jurisprudence de la Cour de cassation et du Conseil d'État, de la notion d'autorité administrative au sens de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État et sur l'inclusion possible de certaines personnes morales de droit privé dans cette notion, cons. notamment, avec la jurisprudence citée ; Fr. BELLEFLAMME, « Les a.s.b.l. des pouvoirs publics », *in* P. JADOUL, Br. LOMBAERT et Fr. TULKENS, *Le paraétatisme – Nouveaux regards sur la décentralisation fonctionnelle en Belgique et dans les institutions européennes*, Bruxelles, La Charte, 2010, pp. 247 à 306, spéc. nos 18 à 21, pp. 265 à 269 ; Br. LOMBAERT et Fr. TULKENS, « Conclusions générales : moins de charabia mais toujours un château de cartes ? », *ibid.*, pp. 581 à 602, spéc. n° 14, pp. 593 et 594 ; J. SALMON, J. JAUMOTTE et E. THIBAUT, *Le Conseil d'État de Belgique*, Bruxelles, Bruylant, 2012, nos 201 à 203, pp. 430 à 434.

commune, seule une demande émanant de l'autorité compétente de la communauté ou de la région concernée peut être introduite ».

Selon le commentaire de l'article 3, pour le personnel des communes et des provinces, à la suite de l'attribution de compétence en la matière en vertu de la modification opérée à la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles par l'article 4 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 'portant transfert de diverses compétences aux régions et aux communautés', « il appartient à présent aux régions de décider si les droits visés sont valables pour les membres du personnel concernés » et « l'autorité compétente », à savoir la Région ou la Communauté « peut également définir une série de modalités, de même que l'exclusion de certaines catégories et fonctions ».

2.2. Tel qu'il est rédigé, l'article 3, alinéa 2, subordonne l'adoption du régime de temps partiel au sein des communes, des provinces et des centres publics d'action sociale, en ce compris les organismes qui en relèvent, à une « demande émanant de l'autorité compétente de la communauté ou de la région concernée ».

Cette manière de légiférer n'est pas admissible. L'avant-projet doit être revu en manière telle que l'application de l'avant-projet aux provinces, communes et centres publics d'action sociale – comme c'est déjà le cas du personnel de la fonction publique d'autorités administratives relevant de la compétence des communautés, des régions, de la Commission communautaire française et de la Commission communautaire commune - ne concerne que les conditions auxquelles le régime particulier de sécurité sociale leur est applicable lorsque ces autorités décident de manière autonome de recourir à des dispositifs de travail à temps partiel [6].

Article 4

Au paragraphe 3, alinéa 2, 1°, le Conseil d'État s'interroge sur la pertinence de la condition selon laquelle, pour la notion de « métier lourd », les deux équipes successives dont il est question dans cette disposition doivent comprendre « deux membres du personnel nommés à titre définitif au moins ».

Le caractère lourd d'un métier ne paraît en effet pas devoir dépendre de cet aspect du régime juridique applicable aux membres du personnel concernés, d'autant qu'il peut concerner d'autres personnes que celle demandant le bénéfice de la mesure.

[6] En ce sens, voir l'avis 40.876/1/V donné le 25 juillet 2006 sur l'avant-projet devenu la loi du 4 juin 2007 'modifiant la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public', spécialement les observations 3, 7 et 11 (*Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, n° 2880/1).

Article 8

La portée du paragraphe 1er, alinéa 2, quant à l'hypothèse visée, n'apparaît pas clairement.

Le commentaire de cette disposition devrait l'expliciter.

Article 11

Au paragraphe 1er, le Conseil d'État relève que l'article 10 ne comprend pas de 4°. Il y a donc lieu de revoir cette disposition.

La chambre était composée de

Messieurs	Y.	KREINS,	président de chambre,
	P.	VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M.	BAGUET,	
Monsieur	Y.	DE CORDT,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.155/2
VAN 18 APRIL 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 28 maart 2012 door de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector", heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Uit artikel 19/1, § 1, eerste lid, 1°, van de wet van 5 mei 1997 'betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling' blijkt dat over de voorontwerpen van wet een voorafgaand onderzoek moet worden gevoerd met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren[1]; de enige gevallen waarin een vrijstelling van deze verplichting kan worden verleend, zijn die welke moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad[2], welk besluit bij de huidige stand van de teksten die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn, nog niet uitgevaardigd is.

Er dient dus te worden op toegezien dat dit voorafgaand onderzoek wordt gevoerd.

2. Op 23 maart 2012 heeft de Ministerraad besloten dat over het voorontwerp wordt onderhandeld met de vakbonden; deze onderhandelingen moeten derhalve succesvol worden afgerond.

ALGEMENE OPMERKING

In het voorontwerp worden de stelsels van vierdagenweek en van halftijds werk die het beoogt in te stellen, verbonden aan bepaalde leeftijdsvoorwaarden.

Er dient dan ook te worden gememoreerd dat luidens richtlijn 2000/78/EG van de Raad van 27 november 2000 'tot instelling van een algemeen kader voor gelijke behandeling in arbeid en beroep' elke discriminatie op grond van leeftijd verboden is. Dit verbod geldt voor alle werknemers, ongeacht of ze werkzaam zijn in de openbare dan wel in

[1] Bij artikel 19/1, § 2, van de wet van 5 mei 1997 wordt de Koning ermee belast dat voorafgaand onderzoek te regelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot op heden is nog geen besluit met een dergelijk onderwerp in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

[2] Artikel 19/1, § 1, tweede lid, van de voormelde wet van 5 mei 1997.

de privésector, en heeft met name betrekking op hun arbeids- en werkgelegenheidsvoorwaarden, inclusief de voorwaarden betreffende de beloning.

Artikel 6, lid 1, van diezelfde richtlijn bepaalt het volgende:

> “Niettegenstaande artikel 2, lid 2, kunnen de lidstaten bepalen dat verschillen in behandeling op grond van leeftijd geen discriminatie vormen indien zij in het kader van de nationale wetgeving objectief en redelijk worden gerechtvaardigd door een legitiem doel, met inbegrip van legitieme doelstellingen van het beleid op het terrein van de werkgelegenheid, de arbeidsmarkt of de beroepsopleiding, en de middelen voor het bereiken van dat doel passend en noodzakelijk zijn.
>
> Dergelijke verschillen in behandeling kunnen onder meer omvatten:
>
> a) het creëren van bijzondere voorwaarden voor toegang tot arbeid en beroepsopleiding, van bijzondere arbeidsvoorwaarden en -omstandigheden, met inbegrip van voorwaarden voor ontslag en beloning voor jongeren, oudere werknemers en werknemers met personen ten laste, teneinde hun opneming in het arbeidsproces te bevorderen, en hun bescherming te verzekeren;
>
> b) de vaststelling van minimumvoorwaarden met betrekking tot leeftijd, beroepservaring of -anciënniteit in een functie voor toegang tot de arbeid of bepaalde daaraan verbonden voordelen;
>
> c) de vaststelling van een maximumleeftijd voor aanwerving, gebaseerd op de opleidingseisen voor de betrokken functie of op de noodzaak van een aan pensionering voorafgaand redelijk aantal arbeidsjaren”.

In dit verband wordt in overweging 25 van de aanhef van deze richtlijn 2000/78/EG tevens het volgende bepaald:

> “Het verbod op discriminatie op grond van leeftijd vormt een fundamenteel element om de in de werkgelegenheidsrichtsnoeren gestelde doelen te bereiken en de diversiteit bij de arbeid te bevorderen; niettemin kunnen verschillen in behandeling op grond van leeftijd in bepaalde omstandigheden gerechtvaardigd zijn en derhalve specifieke bepalingen nodig maken die naargelang de situatie in de lidstaten kunnen verschillen; het is derhalve van essentieel belang onderscheid te maken tussen verschillen in behandeling die gerechtvaardigd zijn, met name door legitieme doelstellingen van het beleid op het terrein van de werkgelegenheid, de arbeidsmarkt en de beroepsopleiding, en discriminatie die verboden moet worden”.

In de memorie van toelichting zou duidelijker moeten gesteld worden dat de doelstellingen die het voorontwerp nastreeft in de lijn liggen van deze richtlijn[3].

[3] Het voorontwerp dat aan de Raad van State is voorgelegd, bevat geen indieningsbesluit: deze leemte dient dus eveneens te worden aangevuld - *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad "Wetgevingstechniek", aanbevelingen 226 en 227.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikelen 2 en 3

1.1. Het voorontwerp van wet is, luidens zijn artikel 2, van toepassing op het federaal administratief openbaar ambt, zoals gedefinieerd in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 ‘houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken’.

In het tweede tot het vijfde lid van diezelfde bepaling wordt de Koning gemachtigd om de aldus vastgestelde werkingssfeer uit te breiden.

Voorts wordt de Koning bij het ontworpen artikel 3, eerste lid, opgedragen de nadere toepassingsregels van de vierdagenweek en van het halftijds werken te bepalen “voor administratieve overheden bedoeld in artikel 14 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973”.

Volgens de commentaar bij deze bepaling beoogt dit artikel in werkelijkheid de toepasbaarheid van de wet te regelen voor andere overheden dan die welke zijn vermeld in artikel 2.

In het licht van de lijst die opgenomen is in artikel 1 van de voornoemde wet van 22 juli 1993[4] rijst bij de Raad van State de vraag welke andere overheden aldus worden

[4] Deze bepaling is van toepassing op:
1° de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten en de diensten die ervan afhangen;
2° het burgerpersoneel van het Ministerie van Landsverdediging of van elke andere benaming die het zou opvolgen;
3° de volgende rechtspersonen van publiek recht:
- de Regie der gebouwen;
- het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen;
- het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau;
- de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie van het Ministerie van Landsverdediging;
- het Nationaal Geografisch Instituut;
- het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers;
- de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen;
- de Controledienst voor de verzekeringen;
- de Dienst voor de overzeese sociale zekerheid;
- het Fonds voor arbeidsongevallen;
- het Fonds voor beroepsziekten;
- de Hulp- en voorzorgskas voor zeevarenden;
- de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;
- de Hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen;
- de Rijksdienst voor de kinderbijslag voor werknemers;
- de Rijksdienst voor sociale zekerheid;
- de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;
- het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen;
- het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

bedoeld. Deze vraag is des te pertinenter daar, gelet op de verwijzing in artikel 3, eerste lid, naar het ruime en veranderende begrip “administratieve overheid” in de zin van artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, niet kan worden nagegaan of het besluit dat zal worden genomen ter uitvoering van artikel 3, eerste lid, van het voorontwerp er niet zal toe leiden dat ook werknemers onder de toepassing van dat begrip zullen vallen die momenteel nog vallen onder een paritair comité waarin, met toepassing van een collectieve arbeidsovereenkomst, reeds soortgelijke bepalingen bestaan als die waarin het voorontwerp voorziet[5]. Het gevaar bestaat dat zulke toestand uitmondt in een normenconflict.

1.2. De steller van het ontwerp moet zijn bedoeling dan ook verduidelijken in de memorie van toelichting of in de commentaar bij het artikel en deze bedoeling precies weergeven in het dispositief. Tevens zou hij zich erover moeten beraden of het relevant is te verwijzen naar artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State om het doel te bereiken dat hij nastreeft.

Het spreekt hoe dan ook vanzelf dat artikel 3, eerste en tweede lid van het voorontwerp in onderling verband gelezen, niet kunnen doelen op de administratieve overheden die vallen onder de bevoegdheid van de gemeenschappen, van de gewesten, van de Franse Gemeenschapscommissie en van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, noch om te memoreren dat deze administratieve overheden de nadere regels kunnen bepalen voor de uitoefening van het recht op de vierdagenweek of op het halftijds werken, noch om de regels tot uitvoering van deze maatregelen vast te stellen.

- de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie;
- de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;
- de Rijksdienst voor pensioenen;
- de Kruispuntbank van de sociale zekerheid;
- het Federaal Planbureau;
- het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen;
- de Pensioendienst voor de overheidssector;
- Agentschap voor de oproepen tot de hulpdiensten;
- Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten;
- het eHealth-platform;
- het Fonds voor de medische ongevallen.

[5] Over de ruime en veranderende lezing, volgens de rechtspraak van het Hof van Cassatie en de Raad van State, van het begrip “administratieve overheid” in de zin van artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State en over de mogelijke opneming van bepaalde privaatrechtelijke rechtspersonen in dit begrip, raadplege men inzonderheid, samen met de aangehaalde rechtspraak: F. BELLEFLAMME, “Les a.s.b.l. des pouvoirs publics”, in P. JADOUL, B. LOMBAERT en F. TULKENS, *Le paraétatisme – Nouveaux regards sur la décentralisation fonctionnelle en Belgique et dans les institutions européennes*, Brussel, La Charte, 2010, 247-306, inz. nrs. 18-21, p. 265-269; B. LOMBAERT en F. TULKENS, “Conclusions générales: moins de charabia mais toujours un château de cartes?”, *ibid*., 581-602, inz. nr. 14, p. 593-594; J. SALMON, J. JAUMOTTE en E. THIBAUT, *Le Conseil d’État de Belgique*, Brussel, Bruylant, 2012, nrs. 201-203, p. 430-434.

2.1. Artikel 3, tweede lid, van het voorontwerp bepaalt het volgende:

> "Wat betreft de gemeenten en de provincies, met inbegrip van de gemeentebedrijven, de autonome gemeentebedrijven, de provinciebedrijven en de autonome provinciebedrijven, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de openbare inrichtingen en publiekrechtelijke verenigingen die afhangen van een provincie of een gemeente, kan alleen een verzoek ingediend worden uitgaande van de bevoegde overheid van de betrokken gemeenschap of het betrokken gewest".

Voor het personeel van de gemeenten en de provincies, aldus de commentaar bij artikel 3, "staat het thans aan de gewesten om te beslissen of de bedoelde rechten gelden voor de betrokken personeelsleden" en kan "[d]e bevoegde overheid", te weten het gewest of de gemeenschap, "ook een aantal nadere regelen bepalen, alsook de uitsluiting van bepaalde categorieën en functies", ingevolge de bevoegdheidsopdracht ter zake, krachtens de wijziging die bij artikel 4 van de bijzondere wet van 13 juli 2001 'houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen' in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' is aangebracht.

2.2. Zoals artikel 3, tweede lid, geredigeerd is, stelt het de aanneming van het stelsel van deeltijds werken bij de gemeenten, de provincies en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inclusief in de organismen die ervan afhangen, afhankelijk van een "verzoek (…) uitgaande van de bevoegde overheid van de betrokken gemeenschap of het betrokken gewest".

Dat regels op deze wijze worden uitgevaardigd is niet aanvaardbaar. Het voorontwerp moet worden herzien zodat de toepassing ervan op de provincies, op de gemeenten en op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn – zoals reeds het geval is voor openbare ambtenaren van administratieve overheden die vallen onder de bevoegdheid van de gemeenschappen, van de gewesten, van de Franse Gemeenschapscommissie en van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie – enkel de voorwaarden betreft waarop de bijzondere socialezekerheidsregeling op hen van toepassing is wanneer deze overheden op eigen gezag beslissen om voorzieningen voor deeltijds werk te treffen[6].

Artikel 4

In paragraaf 3, tweede lid, 1°, rijst bij de Raad van State de vraag of het steek houdt dat voor het begrip "zwaar beroep" de voorwaarde wordt opgelegd dat de twee wisselende ploegen die in deze bepaling aan de orde zijn "minstens twee vastbenoemde personeelsleden" moeten bevatten.

---

[6] Zie in deze zin advies 40.876/1/V, gegeven op 25 juli 2006 over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 4 juni 2007 'tot wijziging van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector', inzonderheid opmerkingen 3, 7 en 11 (*Parl.St.* Kamer 2006-07, 2880/1).

Naar het zich laat aanzien is de zwaarte van het beroep immers niet noodzakelijkerwijs afhankelijk van dit aspect van de rechtsregeling die van toepassing is op de betrokken personeelsleden, temeer daar ze ook andere personen kan raken dan degene die vraagt het voordeel van de maatregel te genieten.

Artikel 8

De strekking van paragraaf 1, tweede lid, is, met betrekking tot het vermelde geval, niet duidelijk.

De strekking dient te worden verduidelijkt in de commentaar bij deze bepaling.

Artikel 11

In paragraaf 1 merkt de Raad van State op dat artikel 10 geen punt 4° bevat. Deze bepaling moet dus worden herzien.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y.	KREINS,	kamervoorzitter,
	P.	VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M.	BAGUET,	
de Heer	Y.	DE CORDT,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS